

Il faut repenser l'immigration, dit le PQ

Jean-Marc Salvet
jmsalvet@lesoleil.com

Le Québec doit rapidement revoir ses façons de faire s'il pense pouvoir accueillir un million d'immigrants d'ici 20 ans, affirme le Parti québécois (PQ).

Récemment, le gouvernement de Jean Charest a annoncé, sans débat, qu'entre 52 400 et 55 000 personnes immigrantes s'installent sur le sol québécois l'an prochain. Il a prolongé d'une année le plan triennal d'immigration 2008-2010.

Le Parti québécois n'est pas opposé à cette cible. Il n'y est pas opposé, mais la vérité est qu'il ne sait pas où fixer le curseur. Et il ne le sait pas, dit-il, parce que personne ne connaît la capacité d'accueil du Québec. Pas même le vérificateur général, qui s'est penché sur la question.

Il n'existe aucune balise, aucun paramètre pour la déterminer, déplore le député péquiste Benoît Charette, critique de l'opposition officielle en matière de communautés culturelles.

L'élu de Deux-Montagnes se prépare depuis des jours à interpeller la ministre Kathleen Weil aujourd'hui à l'Assemblée nationale — à dénoncer le «laxisme» gouvernemental en la matière.

«La dernière chose que l'on souhaite comme société, c'est un ressac. [...] On n'a pas le droit de mal gérer ces questions»

— Benoît Charette, critique de l'opposition officielle en matière de communautés culturelles

— Selon lui, les consultations qu'entend mener le ministère de l'Immigration au printemps ne doivent pas seulement servir à établir de nouvelles cibles d'immigration pour le prochain plan triennal. Elles doivent être l'occasion de s'entendre sur des paramètres permettant de mesurer la capacité réelle d'accueil du Québec.

«C'est ce qu'il nous faut déterminer avant toute chose», affirme le péquiste. Ces consultations devraient aussi porter sur les moyens à mettre en place «pour réussir l'intégration» des immigrants.

Farmi ces moyens, le PQ songe à une espèce de «parcours d'accompagnement» ou à un «contrat d'intégration». «Il faut trouver une façon de garder contact avec les personnes reçues au cours de leur année d'arrivée et des années suivantes», dit le député.

Il suggère aussi des rencontres personnalisées «en amont», avec les candidats à l'immigration. Il s'étonne qu'«une majorité de candidats admis ne soient jamais rencontrés» par un représentant du Québec à l'heure actuelle. Ils sont sélectionnés sur la base des documents qu'ils fournissent.

L'immigration est le dossier à la fois le plus important et le moins discuté concernant l'avenir collectif du Québec, s'inquiète Benoît Charette. C'est aussi le plus sensible.

«La dernière chose que l'on souhaite comme société, c'est un ressac. Et la dernière chose que les immigrants méritent, c'est d'être exposés à un ressac. On n'a pas le droit de mal gérer ces questions.»